

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALGER-ORAN, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brülé, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 33, Lombard Street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :
 PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.
INSERTIONS :
 ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8
 ETABLISSMENT DU JOURNAL, RUE DUCROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.
 LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	81 10	» » 25
3 0/0 amortiss.	83 10	» » 15
4 1/2 0/0 1883	109 20	» » 15
Cons. anglais	100 1/4	» » 1/16
Italien	95 85	» » 35
Flor. autric. (or)	89 3/4	» » 1/16
Esp. Extér. nouv.	57 13/16	» » 1/16
Egyptien 6 0/0	333 75	» » 1/16
Ch. Egyptiens	455	» » 2 50
Turc 4 0/0 (nouv.)	17 10	» » 15
Banque ottomane 540 25	2 50	» » 2 50

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement est expiré à la date du 31 AOUT de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 1^{er} SEPTEMBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

L'AMIRAL COURBET

(De notre correspondant particulier.)

Abbeville, 1^{er} septembre.
 Le cortège officiel, qui s'est formé à la mairie, arrive à midi, par un temps splendide, devant le catafalque dressé place de l'Amiral-Courbet.
 La foule nombreuse est contenue à grand-peine par un bataillon du 128^e de ligne et un détachement de chasseurs à cheval.
 La fanfare des pompiers et une Société de gymnastique précède le clergé composé de 600 prêtres en tenue de chœur.
 Mgr Jacquenet, revêtu des habits pontificaux, vient ensuite, entouré de ses vicaires généraux et des chanoines.
 Le clergé, arrivé devant le catafalque, entonne le *Miserere* et regagne directement l'église.
 Le levée du corps est faite par Mgr Jacquenet.
 Le cortège se met ensuite en route.
 Les cordons du poêle sont tenus par l'amiral Domier de Hornoy, M. François, maire d'Abbeville; Cohn, préfet de la Somme; général Delaplanche, général Frébault et M. Pineau.
 Des cris : « vive la marine ! » sont poussés sur le passage des marins du *Bayard* faisant la haie autour du char qui est magnifiquement décoré.
 L'entrée de l'église est refusée aux prêtres qui ne sont pas en surplis, le curé de la cathédrale n'ayant eu à sa disposition que 70 cartes d'invitation.
 La cérémonie religieuse commencée à une heure, les échos sonnent à toute voix.
 Mgr Jacquenet a pris place sous le dais épiscopal. NN. SS. Freppel, Blangier, Tregero, occupent des fauteuils dans le chœur.
 Mgr Freppel, à l'entrée de la grande chaire, nous oraison funèbre durera au moins cinq quarts d'heure.
 On remarque dans l'assistance l'amiral Gaillet, l'amiral Ribout, MM. Goblet, de Douville-Maillefeu, Carrette.
 Les discours seront prononcés au cimetière.

INTÉRIEUR

Le conseil général du Tarn a voté un emprunt de 152,000 francs, pour construire l'école normale.
 Il a repoussé une demande de subvention pour l'érection d'une statue à l'historien Henri Martin et à l'amiral Courbet.

EXTÉRIEUR

Berlin, 1^{er} septembre.
 L'empereur recevra cette après-midi en audience solennelle, en présence du comte Herbert de Bismarck, sous-secrétaire d'Etat, l'envoyé extraordinaire de Perse, Mohsin-Khan, et les personnes qui l'accompagnent, ainsi que M. Beelaert van Blokland, ministre résident de la République du Transvaal.
 Ces deux diplomates lui remettront leurs lettres de créance.

Londres, 1^{er} septembre.
 Le comité mixte des sociétés d'arbitrage française et anglaise a adopté hier une résolution déclarant qu'il n'a rien pu découvrir de nature à justifier l'assertion qu'Olivier Pain aurait été assassiné par des soldats et des officiers anglais.
 Le comité exprime donc l'avis que la déclaration de M. Skellikoff n'est pas fondée.
 Le comité s'est ensuite ajourné à mercredi pour délibérer sur la question de la mise à prix de la tête d'Olivier Pain.

Londres, 1^{er} septembre.
 Le Times n'admet pas que le gouvernement britannique ait à ouvrir une enquête au sujet de l'affaire Olivier Pain. Le gouvernement, dit-il, se placerait dans une position fautive et peu digne de lui, s'il consentait à faire la preuve négative. C'est à la partie adverse qu'il incombe de produire quelque chose de tangible qui puisse être examiné, contrôlé.

Londres, 1^{er} septembre.
 On mande de Shanghai au Times, le 31 août :
 « Sir Robert Hart a donné sa démission de ministre britannique à Pékin pour reprendre les fonctions d'inspecteur général des douanes chinoises. »

INFORMATIONS

Les échecs de l'Angleterre en Egypte ne se comptent plus : chacun sait que c'est sur son initiative qu'a été organisé le pétitionnement pour l'établissement du protectorat britannique sur les bords du Nil.
 Les agents n'ont épargné ni démarches, ni argent ; or, malgré tous leurs efforts, c'est à peine s'ils ont pu réunir quelques milliers de signatures.
 Et quelles signatures, celles de quelques fellahs, de quelques malheureux toujours prêts à se vendre pour une pièce de monnaie !
 Ce peu de succès donne la mesure des sympathies que l'occupation anglaise a recueillies en Egypte.

On avait parlé d'un prochain voyage à Paris de M. Bratiano, président du ministère roumain.
 Le voyage de cet homme d'Etat, ajoutait-on, avait pour but de mettre au point un accord commercial qui s'est élevé entre la France et la Roumanie.

Nous sommes désolé de démentir cette nouvelle ; mais M. Bratiano, qui s'est rendu ces temps derniers à Berlin et à Vienne, n'a nullement l'intention de pousser jusqu'à Paris.
 En fait, la rupture commerciale avec la Roumanie est complète ; c'est ce qui explique le congé que vient de prendre M. Ordega, notre ministre plénipotentiaire à Bucharest.

Simple question à M. le ministre de la guerre :
 La révolte de Hué datée de la nuit du 4 au 5 juillet.
 Or, nous voyons au 1^{er} septembre, et, malgré deux courriers arrivés de l'Indo-Chine, le gouvernement n'a publié aucun renseignement sur cet événement, qui a cependant une importance.
 Que deviennent, après cela, les promesses du général Campon, qui s'engageait naguère, à la tribune de la Chambre des députés, à s'expliquer toujours avec franchise et loyauté ?

Nous recevons des Côtes-du-Nord un grand nombre de lettres qui nous font connaître la véritable situation électorale dans ce département.

Nos amis ne veulent pas accepter la moindre part de complicité dans les intrigues qui se nouent au détriment du parti impérialiste.

Cependant, ils comprennent que dans les grandes batailles où se débattaient les plus chers intérêts de notre parti, les soldats doivent observer une stricte discipline, et ils nous demandent si, vraiment, leur devoir est de prêter leur concours au comité royaliste de Saint-Brieuc, de soutenir de leurs votes une liste de laquelle nos amis sont exclus.

Nous répondons nettement : Non !
 Si les royalistes, exagérant leurs exigences, persistent à sacrifier les intérêts généraux à leurs convenances de parti, à leurs petites ambitions personnelles, nos amis doivent se séparer d'une entreprise où n'apparaît pas la moindre préoccupation patriotique.

Nous avons la garde du principe sauveur : la souveraineté nationale. Nous devons en avoir le souci ; et si les embarras au milieu desquels se débat actuellement la France sont de nature à nous conseiller la conciliation, l'entente, l'union que nous n'avons d'ailleurs cessé de recommander, le bien de notre pays nous commande de ne pas sacrifier notre cause ; car, à une heure donnée, le triomphe de notre cause sera le salut pour tous.

Donc, soyons aussi conciliants que possible ; mais quand on voudra nous imposer l'abdication, relevons-nous ; faisons face énergiquement en appelant à nous cette démocratie que dans tout l'Ouest on ne désigne encore que sous le nom de Bleus, et qui sont restés vis-à-vis des Blancs les véritables défenseurs des principes de 89.

AVIS AUX ÉLECTEURS

Trois milliards et demi de déficits en neuf années

Voici, en chiffres exacts, quelles ont été les recettes et les dépenses budgétaires des neuf dernières années. Le montant réel du déficit se trouve également indiqué par rapport à chacune d'elles :
 Pour 1876, on a eu en recettes 2 milliards 775,000,000 fr.; en dépenses, 2 milliards 844,000,000. Déficit, soixante-neuf millions.
 Pour 1877 : en recettes, 2,780,000,000; en dépenses, 2,869,000,000. Déficit, quatre-vingt-neuf millions.
 Pour 1878 : en recettes, 2,851,000,000; en dépenses, 3,187,000,000. Déficit, trois cent trente-six millions.
 Pour 1879 : en recettes, 2,842,000,000; en dépenses, 3,054,000,000. Déficit, deux cent douze millions.
 Pour 1880 : en recettes, 2,888,000,000;

en dépenses, 3,187,000,000. Déficit, deux cent quatre-vingt-dix millions.
 Pour 1881, on relève en dépenses un chiffre de 3 milliards 488 millions; pour 1882, un chiffre de 3 milliards 567 millions; pour 1883, un chiffre de 3 milliards 578 millions; enfin, pour 1884, un chiffre de 3 milliards 620 millions.
 L'écart, entre les recettes et les dépenses, c'est-à-dire le déficit, a été de 579 millions en 1884, de 651 millions en 1882, de 620 millions en 1883, de 670 millions en 1884.

Ainsi, en neuf années, de 1876 à 1884, inclusivement, les comptes de l'Etat ont accusé un déficit de trois milliards cinq cent vingt-cinq millions, qu'il a fallu emprunter sous diverses formes (émissions de rentes, de bons et d'obligations du Trésor) pour acquitter des dettes exigibles et satisfaire à d'impérieuses échéances.

LE CYNIQUE

Encore Ferry !
 On se demande, en vérité, quels soufflets il faudrait appliquer sur la joue de cet homme éhonté pour parvenir à le faire taire !

Il n'a pas été ménagé et ne méritait pas de l'être. Au Palais-Bourbon on lui a jeté à la face ses méfaits et ses mensonges ; puis la Chambre, dans une heure de colère, l'a poussé comme un misérable à la porte du ministère ; on le croyait étouffé sous la honte ; mais non ! il est de ceux qu'aucune poudre ne gêne, il appartient à cette espèce d'êtres visqueux qui, écrasés sous le talon, essayent pourtant de se traîner encore.

Le cynique a reparu.
 D'abord, il a promis à l'étranger son impudence ; il est allé en Italie, au lieu de se cacher ; puis, de retour en France, il a eu l'audace de croire qu'on lui avait pardonné les humiliations qu'il nous a fait subir, les millions qu'il a gaspillés, le sang qu'il a fait verser.

Alors, en quête de dupes — car il ne cherche et n'a jamais cherché qu'à duper le pays — il s'est rendu à Lyon ; il comptait en imposer par son audace qui dépasse toute limite, et il espérait un succès. On l'a hué !

Pendant quelques semaines, il s'est dissimulé ; on ne le voyait plus, on ne l'entendait plus : est-ce donc que l'on en était enfin débarrassé ? Avait-il eu en ce moment le sentiment de son abaissement, et s'était-il fait justice en renonçant à la vie publique et en votant le reste de ses jours à faire pénitence ? — Non !

Mais il attendait — (tant son cynisme est raffiné) — l'attendait le retour en France de la dépouille mortelle de l'amiral Courbet... Il voulait faire coïncider sa nouvelle rentrée sur le théâtre de l'opportunité avec les obsèques de sa grande victime.

Et, en effet, pendant qu'on célébrait aux Invalides une cérémonie nationale en l'honneur de l'illustre mort, pendant qu'on priait à Notre-Dame de Paris pour l'âme du marin sans reproche, et tandis qu'on achevait à Abbeville les derniers préparatifs des funérailles — vous savez, en ces jours-là, ce que faisait Ferry, le plus méprisable des hommes, lui qui a tué Courbet et qui devrait depuis longtemps avoir succombé sous le poids du remords et de la douleur.

Des remords ? lui ! Oh ! ils n'ont pas leur place là où il n'y a pas de cœur.
 Si bien que, comme pour outrager la mémoire respectée du noble Courbet, Jules Ferry a profité du moment de ses funérailles pour se montrer encore et se faire préparer une réunion de complaisants à Bordeaux, et un banquet de compères à Libourne. Et à travers la France, des Vosges à la Gironde, pour cette nouvelle et monstrueuse aventure.

Prudent comme toujours, d'ailleurs... Ayant fait un discours à Bordeaux, devant une salle préparée avec soin et où tout adversaire avait été exclu, il ne tenait qu'à lui d'en essayer un autre dans des conditions différentes. Deux députés, républicains comme lui, mais non de la même république, MM. Camille Pelletan et Emile Brousse, lui ont proposé d'organiser une réunion contradictoire, où il ne serait pas seul à parler, où l'interrogatoire et où on pourrait lui répondre. Précisément la République française, non moins audacieuse que lui, affirme que « la contradiction ne le gêne pas plus que les injures et que les calomnies ne le troublent ni ne le déconcertent ; visiblement, dit-elle, il aime la lutte... »

S'il l'aime, c'est seulement lorsqu'elle est sans danger pour lui. Il est de ces duellistes oratoires qui choisissent leurs adversaires. MM. Camille Pelletan et Brousse ont fait pour à Ferry et il s'est lâchement dérobé ; on verra plus loin sa plate lettre d'excuses. Il y raconte que le discours qu'il vient de prononcer à Bordeaux lui suffit ; il se veut tenir à ce morceau d'ivoire et se montre fier, et pour qu'aucun ridicule ne lui manque, voici ce qu'il en fait dire dans un des deux ou trois journaux qui sont encore restés à ses ordres : il n'est guère de questions, à ce qu'il affirme, auxquelles il n'ait touché dans ce discours, mais il a indiqué des solutions pour toutes.

Hélas ! la France les connaît, les solutions de Ferry : c'est la franc-maçonnerie à l'intérieur et la politique coloniale à l'étranger.

Il s'en est expliqué assez souvent et assez clairement.

A Dieu ne plaise que nous insistions sur les vilaines choses dont il est allé fatiguer la ville de Bordeaux ! Signalons pourtant un détail.

Ce n'est pas uniquement son passé récent qu'il prétend justifier. Il paraît que l'ancienne histoire des débuts de son parti le poursuit aussi, et il a trouvé bon de remonter au programme de 1869, ce fameux programme de l'opposition du Corps législatif, qui proposait, entre autres, la suppression des armées permanentes. Ferry s'en explique : c'était pour désarmer l'Empire qu'il voulait désarmer la France. Il faut citer cela textuellement :

« Le programme de 1869, c'était, en définitive, sous une forme légale, la déchéance de l'Empire par le désarmement progressif, continu du pouvoir impérial... »

« Vous souvient-il que, sous l'Empire, nous ne disions pas beaucoup de bien du militarisme ? Vous rappelez-vous ces vaines aspirations vers le désarmement général, le détachement manifesté du véritable esprit militaire, cette tendance à la création d'une sorte de garde nationale universelle qui caressait la démocratie d'alors ? Ces idées-là ont encore des partisans, plusieurs d'entre nous les ont professées, et y ont incliné, s'y sont laissés prendre ; mais, je vous le demande, en est-il un seul aujourd'hui qui n'ait pas été convaincu par les événements ? »

Ah ! l'on trouve aujourd'hui que le désarmement général ne vaut plus rien, parce qu'on est en république ; mais en 1869, Ferry et ses complices étaient d'un autre avis : périssait la France, disaient-ils, pourvu que l'Empire tombât ! Au reste, ils ont estimé, et l'on se rappelle que cette infamie a été imprimée dans la *Revue des Deux-Mondes*, que la chute du régime impérial n'était pas achetée trop cher par la perte de l'Alsace et de la Lorraine.

Et c'est encore l'opinion de Ferry.
 Il ne veut plus du désarmement sous la République, mais il ne se repent pas de l'avoir voulu sous l'Empire. — Quand nous disions que le misérable n'est pas accessible au repentir !

Les blessures de la patrie, ce maître drôle ne les ressent pas.
 Une seule chose le touche et l'attriste : c'est de n'être plus ministre. Peu lui importe le reste. — C'est ce qu'il a indiqué au banquet de Libourne.

Sans doute il est charmé que l'amitié de MM. Steeg et Obissier lui reste. Mais comme il préférerait le pouvoir ! comme il trouve amères les heures qu'il traverse sans qu'il lui soit permis de compléter son œuvre politique !

— Quelle œuvre ?
 — Le Tong-King, la misère, l'athéisme, et, en un mot, l'effondrement définitif de la France.

Où, voilà l'œuvre de Ferry : celle qu'il aspire à reprendre et à poursuivre, celle pour laquelle il conjure les républicains d'oublier leurs divisions pour se grouper tous autour de lui.

Il faut donc que cet homme ait perdu non pas le sens moral — car il ne l'a jamais eu — mais le sens commun, mais la vulgaire faculté de voir clair et de comprendre !

Comment ! voilà juste cinq mois qu'il a été réduit à se sauver clandestinement du Palais-Bourbon, et à fuir le quai où se trouvaient quelques milliers de bons républicains tout prêts à lui faire boire un fort verre d'eau dans la Seine.

Et il ne pense pas que son impopularité est restée la même !

Et il ne songe pas qu'il excite, en se montrant et en bravant le pays, autant de colères aujourd'hui qu'à la date du 30 mars !
 Et il ne réfléchit pas qu'il y a de l'eau dans la Gironde et dans toutes les rivières de France, — et qu'il finira par laisser la patience de ce peuple des villes qu'il outrage et qu'il brave si impudemment !

La candidature officielle

L'Anglais Waddington vient d'importer en France une nouvelle variété de candidature officielle républicaine. Il en essaye en ce moment l'acclimatation dans l'Aisne.

Voici comment il a procédé :
 Lundi dernier, il a convoqué — non pas dans un appartement privé, mais dans une maison ayant caractère officiel — à l'hôtel de ville de Laon, les membres du conseil général et des conseils d'arrondissement du département, ainsi que les maires des chefs-lieux de canton.

Ayant ainsi réuni soixante personnes, il leur a annoncé qu'il s'agissait de l'organisation électorale de l'Aisne, et leur a demandé leur avis ; on a alors décidé la formation d'un comité spécial par arrondissement pour la désignation des candidats, comité composé des conseillers généraux, des maires et adjoints, et enfin des délégués sénatoriaux.

Cela fait, l'Anglais Waddington a pris la parole et a produit sa petite invention.

— Je propose, a-t-il dit, de laisser au bureau du conseil général le soin de convoquer les réunions d'arrondissement.

Il paraît que personne d'abord n'y a entendu malice, et chacun a répondu oui. — Ce qui prouve une chose, c'est que

'Anglais Waddington est plus fin diplomate quand il est question de faire prévaloir les convoitises républicaines contre la volonté nationale, que lorsqu'il faut défendre les intérêts de la France à l'étranger.

Ainsi, voilà le bureau du conseil général investi, dans tout un département, de la direction électorale.

Sans doute, cela ne fait pas les affaires de la Loi, puisque les conseils généraux doivent rester en dehors de la politique. Mais cela fait parfaitement les affaires de l'administration, car il est à peine besoin de dire que le préfet se cache derrière ce bureau du conseil général, comme derrière un meuble quelconque, pour opérer sans être vu et diriger les élections sans en avoir l'air.

Nous ne doutons pas que M. Waddington n'ait déjà reçu les félicitations de son gouvernement, dont il sert si bien la cause.

Car, que veulent MM. Brisson et Allain-Targé ?

Is veulent faire de la candidature officielle à outrance, mais leur plus grand désir est qu'on ne s'en aperçoive pas.

N'est pas aussi merveilleux que son inventeur breveté et MM. les ministres semblent se l'imaginer. On a beau déplacer un bureau de conseil général et le sortir illégalement de ses attributions, cela n'empêche d'apercevoir au travers la préfecture et le cabinet.

L'impudence de M. J. Ferry à affirmer que l'expédition du Tonkin n'avait coûté à la France que 750 hommes, provoque de toutes parts l'indignation la plus vive et amène démentis sur démentis.

Voici celui que donne aujourd'hui le *National* au sinistre Tonkinois d'après la liste des tués et des blessés avoués officiellement après chaque affaire.

Morts par le feu, 1,657
 Blessés guéris ou en convalescence, 1,226

Total des hommes atteints au 1^{er} janvier, 2,883

Mais ce n'est pas tout : il y a le douloureux chapitre des malades et des morts de maladie.

L'amiral Courbet, par exemple.

Nous répétons qu'il ne s'agit que des pertes avouées.

Nos laïcs d'hospices vont être dans la joie quand ils sauront ce qui vient de se passer à l'hôpital Saint-Denis.

Deux individus, l'un administrateur, l'autre économiste de la maison — est-il besoin d'ajouter qu'ils appartiennent à la *libre-pensée* la plus enfoncée dans l'abrutissement ? — se sont introduits par la fenêtre dans le dortoir réservé aux religieuses, au moment où l'une de ces saintes filles se déshabillait.

Mis en fuite par les cris poussés à leur vue, ces misérables ont cependant été vus et reconnus ; une plainte a été adressée au parquet ; procès-verbal dressé par le commissaire de police et le préfet de la Seine avisé par un rapport spécial.

En bien ! vous verrez qu'il se trouvera des conseillers municipaux pour défendre ces drôles. Qui sait même si l'administration de l'Assistance publique n'obtiendra point qu'on étouffe l'affaire, sauf à déléguer administrateur et économiste, avec un avancement.

ÉCHOS

Le bruit s'est répandu que M. Pouille, préfet de la Seine, serait prochainement remplacé.

La nouvelle est au moins prématurée. M. Pouille est un des fonctionnaires chers à l'Élysée, et tant que M. Grévy y régnera, M. Pouille régnera au pavillon de Flore.

Aujourd'hui ont eu lieu, en l'église Saint-Philippe-du-Roule, les obsèques de M. le marquis de Scepeaux-Vieilleville, décédé le 29 août dernier, à l'âge de cinquante-huit ans, en son domicile, avenue Gabriel.

Les lettres de faire part avaient été adressées aux noms du baron et de la baronne du Joncheray, du baron et de la baronne G. du Joncheray, marquis et marquise R. de Maille de la Tourlandry, M. François du Joncheray, MM. Jacquelin et André de Maille de la Tourlandry ; sœur, beau-frère, neveux, nièces et petits-neveux du regretté défunt.

Dans l'assistance composée des amis de la famille, nous avons remarqué : MM. le général comte de Rochebottet, prince de Sagan, comte Costa de Beauregard, Archevêque, Burns, baron de Soubeyran, comte de Sapinaud, de la Bouteillerie, Adelsvard, etc.

A l'issue de la cérémonie religieuse, le corps a été déposé dans les caveaux de l'église, pour être ensuite transporté au château de Becon (Maine-et-Loire) où aura lieu l'inhumation.

S. M. la reine Isabelle d'Espagne quitte Paris aujourd'hui pour aller, ainsi que nous l'avons déjà dit, prendre les eaux minérales de Gestona.

L'empereur et l'impératrice de Russie ont visité, avant-hier matin, le célèbre cloître de Petchersk, où ils ont assisté au service divin. Ils ont ensuite pris le thé chez le métropolitain Platon.

A midi, l'empereur et l'impératrice ont assisté à la revue des troupes qui a été magnifique.

A leur retour au palais, le czar et la czarine ont reçu les fonctionnaires civils, les membres de la noblesse et les dames de la haute société.

Le soir, ils ont assisté à la construction

d'un pont de bateaux qui a été jeté sur le Dnieper par les troupes.

L'empereur et l'impératrice ont fait ensuite une promenade en bateau à vapeur avec des personnes qu'ils avaient invitées à les accompagner.

Le czar et la czarine sont repartis hier soir de Kieff pour Saint-Petersbourg.

L'empereur et l'impératrice d'Allemagne sont arrivés à Berlin hier, venant de Postdam. L'empereur paraissait bien portant.

Le neuvième anniversaire de l'avènement d'Abdul-Hamid a été célébré hier avec un éclat sans précédent.

De brillantes illuminations ont terminé la fête.

M. Ferry, après le banquet de Libourne, s'est rendu à Saint-Emilion.

La dépêche qui nous annonce un nouveau déplacement du Tonkinois nous dit qu'il a été reçu par le maire et le conseil municipal, prévenus à la hâte et qui lui ont fait visiter les curiosités de la ville.

Des écoles mises au rang de curiosité, c'est un comble. Un peu plus, la municipalité de Saint-Emilion appellerait les élèves bêtes curieuses.

M. Ferry doit être de retour aujourd'hui à Paris.

Le mariage du comte San Antonio, fils aîné du maréchal Serrano, duc de la Torre, vient d'être annulé par un arrêt du tribunal de la Daterie au Vatican.

Le comte de San Antonio, qui avait apporté en dot vingt millions au fils du maréchal Serrano, redevenait, en vertu de cet arrêt, Mlle Martinez Campos.

On annonce le prochain mariage de Mlle Hélène Bouteron avec M. le docteur Michaux.

La fiancée est la fille de M. Bouteron, l'administrateur des domaines de l'Etat égyptien.

« Quand le bâtiment va, tout va » assure un dicton populaire. Mais il y a bâtiments et bâtiments, comme il y a fagots et fagots... et lorsqu'il s'agit de construire un nouveau Mont-de-Miéde, cela ne prouve pas que sous la République tout va... comme sur des roulettes.

La nouvelle succursale de l'établissement de la rue des Blancs-Manteaux devenu insuffisant, sera construit rue du Regard et boulevard d'Enfer, et la dépense s'élèvera à près de deux millions.

Certes, avec cette somme, on peut faire une jolie maison... mais nous sommes de l'avis de Guibollard :

« Les maisons de prêts... il vaut mieux les voir... de loin. »

Si les Grecs et les Troyens se sont battus jadis pour les beaux yeux d'une nommée Hélène, les Espagnols et les Allemands sont bien près de se fâcher aujourd'hui pour une certaine « Caroline » à prendre.

Hier, dans un restaurant du Palais-Royal, le directeur du journal la *Correspondance impartiale*, de Madrid, déjeunait avec deux de ses amis. A une table voisine se trouvaient trois Allemands qui causaient du différend des files Carolines.

M. Per illan y Buxo, averti par un de ses amis que les voisins parlaient mal de son pays, se leva et, après s'être nommé et avoir décliné sa qualité, donna à celui qui avait parlé un bon soufflet.

Mme Cornet de conduire la vaillante petite troupe dans les bâtiments du collège où une collation leur avait été préparée. Pendant que ses maris prenaient leur repas, M. Habert a présenté son camarade Gourjoud au Lac à la scène de l'amiral.

Est-il besoin de vous dire que la scène touchante cette présentation a donné lieu ? M. Gourjoud du Lac avait combattu aux côtés de Courbet.

Les évènements

Par le même train que les marins du Bayard, était venu Mgr Blanger, évêque de Saint-Vulfran, un évêque d'admirable prélat a été reçu par le clergé de Saint-Vulfran. Trois quarts d'heure après, le clergé de Saint-Vulfran recevait également sur le quai de la Gare Mgr Freppel, évêque d'Angers, et Mgr Jacquenet, évêque d'Amiens, le premier accompagné de son secrétaire, le second de ses vicaires généraux. Chacun des trains amenait un grand nombre de prêtres.

Mgr Freppel s'est rendu de suite en voiture à Saint-Vulfran, en compagnie de l'archevêque. Après une prière devant la chapelle où était exposé l'Enfant, l'évêque d'Angers a visité l'église. Il est monté dans les deux chaires pour choisir la place d'où il pourrait parler de façon à être entendu partout et de tous. Je crois que si Grandeur se décidait à parler de la table de Communions. Les dimensions exigées d'une chaire improvisée venaient à gâter les oratoires. L'autre, la plus simple, trop éloignée du chœur et les lourdes draperies dont l'église est ornée, empêchant le son de se répéter, l'oraison funèbre ne serait pas entendue par une grande partie de l'assistance.

Ce soir, M. l'archevêque de Saint-Vulfran a réuni à dîner Mgr Freppel, Mgr Jacquenet et Mgr Blanger, et les prêtres qui les accompagnaient.

Demain matin Mgr Freppel dira sa messe à huit heures, à l'église Saint-Gilles.

La translation sous la tente funéraire

On a déposé dans la chapelle ardente une couronne offerte par les marins du Bayard et une autre offerte par l'équipage du Duquoy.

À quatre heures trois quarts, les marins du Bayard, qui ont revêtu la grande tenue, débouchent de la rue Saint-Gilles sur la place de l'Amiral. Le commissaire de police fait former la haie par un piquet du 128^e et par un peloton de chasseurs et par des gendarmes.

Pendant ce temps, la famille Courbet et la municipalité, qui se sont réunies à la mairie, arrivent précédées de la fanfare municipale, qui joue des airs funèbres. Les pompiers forment la haie. Tout le monde, y compris le maire et les conseillers municipaux, pénètrent dans l'église. Quatorze hommes d'équipe de la gare se présentent pour charger le corps sur un fourgon qui attend à la porte. M. l'archevêque et un de ses vicaires sont en prière auprès de la chapelle. Le cercueil est chargé. Le cortège sort de l'église dans l'ordre suivant :

La fanfare municipale ;
M. l'archevêque et son vicaire ;
Les clercs du Bayard ;
Le fourgon, derrière lequel suivent : un quartier-maître, portant sur un coussin les décorations ; deux matelots, portant l'habit brodé, les épaulettes, le chapeau et l'épée de l'amiral ;

M. François, maire d'Abbeville, marche sur le même rang que le colonel Poulard ; les autres membres de la famille et l'abbé Rogel, aumônier du Bayard, viennent ensuite ; les adjoints et le conseil municipal suivent après. On aperçoit que, pour cette translation, la question de préséance a encore été agitée. On était arrivé à une entente, en admettant M. François, seul, comme maire d'Abbeville, sur le même rang que le colonel Poulard, alors que le reste de la municipalité avait pris place derrière la famille.

Enfin une délégation de l'abbé Rogel ferme la marche. Dans cette délégation figure le drapeau de cette Société ainsi que le brancard sur lequel est fixé l'épée d'honneur.

Le cortège fait le tour de la place dont la décoration est complète. Les bords de gaz, volés de crêpe, sont allumés. Des nuées de têtes garnissent les fenêtres. Au balcon du Bourdot — c'est ainsi qu'on désigne ici la justice de paix — se tiennent d'élégantes, de trop élégantes toilettes, peut-être. La musique municipale, sous la direction de M. Gavre, exécute un Adagio de M. G. De-gony, professeur au conservatoire de Toulouse.

Les hommes d'équipe du chemin de fer essayent de faire entrer le cercueil sous le catafalque, mais on est obligé d'en démonter le soubassement. L'ouverture réservée est trop étroite. Ceux qui ont donné les mesures du cercueil à M. Genet, l'architecte de la ville et aux pompes funèbres des départements et de la banlieue de Paris, n'ont oublié qu'une chose : c'est que le cercueil est muni de grosses poignées. Enfin, après un quart d'heure de travaux pénibles, on parvient à faire entrer le cercueil aux deux tiers. Les insignes de l'amiral y sont déposés. Le clergé se retire alors. Le cortège se rompt ensuite. La municipalité est donc satisfaite. Le clergé n'a plus, jusqu'à demain du moins, la possession du corps. La foule s'amasse sur la place et admire.

La construction de cette tente funéraire et du catafalque coûteront certainement très cher. On assure que, finalement, c'est la famille qui paiera et on se demande quel besoin il y avait d'extraire le corps de l'église pour l'y ramener demain. Je ne veux pas croire que les Abbevillois aient voulu imiter ce qui s'est fait à Paris pour Victor Hugo. Connaissez-vous ce détail que la place de l'Amiral-Courbet est celle où a été exécuté le chevalier de Labarre, qu'il était question de lui élever une statue, et que sur cette place, Courbet aura la sienne.

La garde d'honneur est confiée à des marins, à des pompiers, à des gymnastes et à des soldats du 128^e de ligne. L'intrusion des gymnastes dans l'église Saint-Vulfran où ils gardaient ce matin, en costume bariolé, le cercueil du grand mort, mécontente beaucoup de monde. Mais laissons là les gymnastes et leurs « mascarades », comme disent certains.

À partir de six heures et demie, des averses se sont mises à tomber qui ont jeté un peu de désarroi dans la foule des curieux. Le catafalque est illuminé.

Les derniers arrivants

Dans la soirée, nombre de personnages sont arrivés : je cite l'amiral Galibier, M. Mollard, représentant le ministre des affaires étrangères ; le contre-amiral Bonie, le vice-amiral Ribourt, le contre-amiral de Pallac, Mancel, chef du service maritime de Dunkerque ; le colonel Magnan, etc. Mgr de Saint-Brieux, souffrant, ne viendra probablement pas.

Le préfet, le secrétaire général et le bu-

reau du conseil général sont annoncés à Abbeville par le train de 8 h. 50 du matin. On annonce aussi des délégations nombreuses qui seront à Abbeville dans la matinée.

Les conflits

L'itinéraire du cortège est à peu près le même jusqu'à présent, que celui que je vous ai indiqué hier. Mais des pétitions se signent pour obtenir des modifications. A vrai dire, rien n'est encore arrêté définitivement. Aussi je ne vous envoie pas l'ordre et la marche que nous communiquons la nuit ; car d'ici demain tout peut être changé. Je ne saurais même pas surprendre, étant donné les tiraillements qui subsistent, de voir la cérémonie remuée.

Sur les soixante-dix-huit commissaires demandés par le maire, dont je vous parlais hier, on n'en a trouvé que quarante environ. Attendons-nous à un beau gâchis demain.

On ne parle plus des embauchages pour la manifestation antichapelle. Il faut s'habituer à ce qu'elle ne se produira pas.

L'affolement du maire devient inquiétant. N'aurait-il pas pris dans la journée un arrêté interdisant la circulation des piétons pour éviter des accidents de voitures dans les rues où passera le cortège ?

Discours du maire

Voici le discours que prononcera M. François, maire d'Abbeville :

Messieurs,

Nous conformant au désir exprimé par la famille, je n'ai pas l'intention de prononcer un discours ; mais il m'a semblé que, comme maire de la ville qui a vu naître Anatole Courbet, je devais assumer le douloureux honneur d'adresser, au nom de la cité en deuil, le dernier adieu au plus glorieux de ses enfants.

À quel bon d'ailleurs un discours ? Le silence recueilli qui nous environne, les larmes qui coulent sur nos joues, l'émotion dont nous ne pouvons nous défendre, ne sont-ils pas le plus éloquent des discours ?

Quand l'écho lointain venu des mers de Chine nous apportait les nouvelles des succès du glorieux amiral, un frémissement d'enthousiasme agitait nos poitrines. Le canon de Foa-Tcheou, de Son-Tay, de Thuan-An, de Keiung, des Pescadores allait jusqu'au cœur de la vieille cité abbevilloise et la ville de Ringuois palpitait d'orgueil en songeant que c'était encore à un de ses enfants, que c'était à Anatole Courbet que la France devait aujourd'hui un des régains de sa vieille gloire et de son antique renommée de bravoure et de loyauté.

La paix était signée ; déjà nous nous demandions, heureux quelle fête, quelle réception enthousiaste nous pourrions faire à notre illustre compatriote. Hélas ! la joie s'est changée en larmes ; le Bayard ne nous a ramené qu'un cercueil, et c'est devant la froide dépouille du marin sans peur et sans reproche que nous nous inclinons aujourd'hui.

Adieu Courbet, fils aimé de notre Ville ! La France entière pleure en toi un héros sur lequel elle comptait ; Abbeville ne peut se consoler d'avoir perdu son enfant le plus cher, celui qu'elle montrera toujours à ses autres enfants comme un modèle à suivre et à imiter. Et c'est le cœur serré par une profonde angoisse que je viens au bord de la tombe apporter l'expression de la douleur et de tes concitoyens, de tes amis d'enfance et de ta patrie éternelle adieu !

Dors en paix, Courbet, dans ce champ de repos qui abrite le dernier sommeil de tes pères, de tes aïeux. Abbeville en larmes veille sur ton sommeil ; et si quelque danger venait à menacer le pays, c'est auprès de la grande ombre que nous voudrions apprendre comment on sait combattre et mourir pour la France.

Adieu, vaillant amiral, adieu !

CHRONIQUE DE L'ÉTRANGER

Espagne

Madrid, 31 août.

De nouvelles manifestations antiallemandes ont eu lieu dans les provinces, notamment au Vigo et à Saragosse. Cette dernière a été très importante ; d'énergiques discours en faveur de l'intégrité de l'Espagne ont été prononcés.

Une souscription pour l'achat d'un navire cuirassé va être ouverte dans l'Espagne.

Les membres du Casino militaire de Séville ont également l'intention d'offrir un cuirassé à l'État.

On attend d'ici à trois jours des nouvelles des trois vapeurs espagnols qui ont été envoyés à l'île d'Yap.

Quelques socialistes ont fait hier une manifestation au Prado ; des cris séditieux ayant été poussés, plusieurs manifestants ont été arrêtés.

Angleterre

Wick (Ecosse), 31 août, soir.

M. Gladstone est arrivé cette après-midi en bonne santé.

Londres, 1^{er} septembre.

Les attentats aggraves se multiplient dans le comté de Kerry, en Irlande.

Egypte

Mansourah, 31 août.

Le khédive est arrivé ici. Il a été reçu partout avec beaucoup d'enthousiasme.

Italie

Rome, 31 août.

Le Pape a reçu aujourd'hui Mgr Touvier, vicaire apostolique d'Abyssinie.

La police allemande

Il paraît qu'il ne fait pas toujours bon voyager en Allemagne.

Le Times publie des lettres de deux Anglais qui viennent de visiter les bords du Rhin et jurent qu'on ne les y prendra plus. Ces deux messieurs, Charles Harding, rentier de Londres, et William Whibley, architecte, arrivaient récemment en Allema-

gne, avec miss Harding et deux amis. Ils étaient à Francfort, depuis deux heures seulement, lorsque des agents de la police secrète envahirent un café où nos touristes se restauraient, et conduisirent les cinq Anglais au commissariat de police central, où on les jeta dans une cellule, sans leur dire de quoi ils étaient accusés ou soupçonnés ; après quoi, on les conduisit chacun, séparément, à la prison de la ville, sans leur permettre de communiquer avec leurs amis ou de réclamer l'intervention de leur consul.

Sans un incident tout fortuit, MM. Harding, Whibley et leurs amis pourraient bien encore être en prison à l'heure qu'il est. Les agents de la sûreté conduisaient M. Whibley à la maison de détention, au milieu d'une foule énorme qui suivait le malheureux Anglais et le prenait pour un malfaiteur, lorsque l'infortuné tourna à gauche et se rendit à la prison de la ville, sans leur permettre de communiquer avec leurs amis ou de réclamer l'intervention de leur consul.

Le Times estime que cette explication n'est pas des meilleures, et il demande une réparation sous forme d'une sévère réprimande adressée aux trop zélés lieutenants de la police de Francfort.

Le Times estime que cette explication n'est pas des meilleures, et il demande une réparation sous forme d'une sévère réprimande adressée aux trop zélés lieutenants de la police de Francfort.

UNE PROMENADE AU CANADA

(De notre correspondant particulier)

Halifax, samedi 15 août.

10 heures matin.

Mon cher Directeur,

Lorsque je vous ai quitté si précipitamment, il y a quinze jours, à la veille de notre départ pour le Canada, je me figurais bien pouvoir vous donner plus tôt des nouvelles de notre voyage.

Nous devons partir du Havre le lundi 3 août. En comptant sept jours, huit jours, neuf au plus pour le trajet par mer jusqu'à Halifax, nous pensions faire bonne mesure. Les paquebots des grandes lignes Allan, Imman, etc., qui font le service entre Liverpool ou Glasgow et les ports du Canada traversent l'Atlantique avec une marche moyenne de 300 ou 320 milles au moins par jour.

Nous, nous avons dû nous estimer heureux de décompter nos 235 à 240 milles en moyenne. Le bateau paraît bon — c'est le *Danmark*, de la Ligne régulière de steamers entre le Havre et le Canada — mais la machine est bien trop faible pour un service de passagers qui devrait être sérieux.

Cette Ligne régulière, etc., aspire à devenir une Compagnie subventionnée par le gouvernement français ; je ne vois pas, pour mon compte, d'objection contre une subvention de ce genre, accordée par la France à un service régulier sur le Canada ; mais nous aurions à imposer alors à ce service certaines conditions de vitesse et de régularité effective, sur lesquelles j'aurai à revenir dans une prochaine lettre, et qui, jusqu'ici, sont insuffisamment réalisées par le ou les candidats à ladite allocation officielle. Mais, encore une fois, nous aurons à repérer de ces questions, si intéressantes pour la France et son ancienne colonie.

Le voyage que nous faisons en ce moment, moi et une cinquantaine d'autres Français, a précisément été projeté pour préparer une solution dans ce sens. Le Canada est redevenu à la mode, depuis quelque temps, chez nous. Ses amis nous ont rappelés ces populations si vigoureuses du Nord-Amérique, où nos mœurs, notre langue, avec le souvenir et l'amour de la mère-patrie, se sont conservés depuis le siècle dernier avec tant de vivacité. Nous allons passer une douzaine de jours parmi elles, y recueillir des impressions curieuses et surtout étudier le sort préparé là-bas aux Français que le désir d'une meilleure fortune pousse à quitter notre beau pays pour des terres nouvelles.

Ceci n'est que pour vous tranquilliser sur mon sort à moi, si tant est que vous ayez pu être inquiet. Nous venons seulement d'entrer dans le port, après une traversée de douze jours. Tout à l'heure, je vais commencer à noter nos observations sur le Canada, et vous en enverrai au fur et à mesure le résumé.

D^r P. DUVERNEY.

JOURNAUX ET REVUES

Sollicité vivement d'assister à une conférence contradictoire par MM. Camille Pelletan et Emile Brousse, M. J. Ferry a répondu par la lettre suivante :

Messieurs,

Votre lettre numéro 1,717 m'invoque à une comparaison contradictoire pour mardi prochain avec mes honorables collègues, MM. Camille Pelletan et Emile Brousse. Je crains que ce comité ne se soit mépris sur le but de mon voyage à Bordeaux.

Mes amis politiques m'ont fourni l'occasion d'exposer sur une situation électorale grave devant 4,000 citoyens venus de tous les coins de la Gironde, les opinions d'un républicain qui compte déjà parmi les anciens du parti.

Cette satisfaction me suffit.

Quant à la campagne de réunions publiques plus ou moins sérieuses, plus ou moins intéressantes, qui s'organisent à Bordeaux, je ne regarde pas et que mes amis politiques sont de taille à la suivre sans avoir besoin qu'on les y aide.

Je vous prie d'agréer, messieurs, l'assurance de mes sentiments distingués.

JULES FERRY.

Cette lettre est tout simplement un aveu d'impuissance et de peur, et nous avouons que nous ne pensions pas que l'ex-président du conseil pût descendre aussi bas : se dérober ainsi n'est ni le fait d'un homme politique, ni le fait d'un homme de cœur, et, en vérité, les amis, même intéressés, de cet homme, doivent rougir de honte de s'être attachés à sa fortune.

— Olivier Pain est-il mort ou est-il vivant ? A-t-il été fusillé ou est-il mort de maladie ? L'Angleterre est-elle coupable d'avoir mis à prix la tête de ce journaliste ? Voilà autant de questions qui restent sans réponses précises, attendu que si M. Rochefort et M. Selikowitch disent : Oui, Olivier Pain a été fusillé sur l'ordre du major Kitchener, celui-ci et les journaux anglais disent : Non !

Pourquoi le gouvernement français ne cherche-t-il pas à élucider la question, puis-je-elle passionne ses amis les républicains ?

En attendant, voici de nouveaux éléments pour la discussion.

Le major Kitchener, interviewé par un rédacteur du *Matin*, s'est expliqué sur l'affaire Olivier Pain. Il se défend énergiquement d'avoir donné l'ordre de fusiller notre compatriote.

— Le bruit de la présence d'Olivier Pain est-il arrivé jusqu'à vous ?

— Oui, ce bruit nous est parvenu du nord, c'est-à-dire du côté de Dongola, où était en effet le capitaine Wilson, que « je n'ai jamais vu ». Ce bruit nous est arrivé par la voie du « service », et, après avoir pris mes informations et fait les enquêtes nécessaires, j'ai répondu que le fait qu'on nous signalait était d'occurrence impossible et que je n'en suis plus occupé.

— Que savez-vous de M. Selikowitch ?

— Il me répète un peu de répondre à cette question, car ma dignité se refuse à entrer en discussion avec ce personnage et à avoir l'air de le suivre sur le terrain d'injures, de mensonges et de passion où il s'est laissé entraîner, je ne sais pour quelles raisons.

Mais enfin, pour vous être agréable, je vous dirai que c'était un des interprètes que j'avais sous mes ordres. Je ne lui ai pas parlé sur le fait, mais chaque fois que cela m'est arrivé, ça n'a pas été pour lui faire des compliments.

D'abord, il ne savait que très imparfaitement l'arabe, et sous ce rapport je n'avais aucun service à attendre de lui, car je connais l'arabe bien mieux que lui. Le plus grand grief que j'ai eu contre lui, c'est que le jour où j'ai eu l'ordre de le faire fusiller, il tenait un langage qui n'était pas précisément conforme à son devoir ni à la position qu'il avait acceptée dans mon service.

— On a prétendu que vous étiez un peu sévère avec les interprètes.

— Dame, j'avais une responsabilité énorme, l'armée comptait sur moi pour ne pas être attaquée à l'improviste, et, avec les *fidélités* de M. Pain, j'étais en danger.

— Avez-vous jamais vu Pain ?

— Jamais de ma vie. Si j'avais rencontré et s'il était un gentleman, je l'aurais reçu poliment et traité comme tel.

— Avez-vous jamais fait fusiller quelqu'un qui n'était pas un traître ?

— Jamais ! J'en ai déjà donné ma parole d'honneur, et je vous la donne encore.

(Impossible de se méprendre au ton d'absolue sincérité du major Kitchener, et, s'il m'était resté quelques doutes, je vous assure que cela aurait suffi pour former ma conviction de la façon la plus inébranlable.)

Maintenant, dit le major Kitchener, j'ajoute qu'au vu et au su de tout le camp anglais, j'ai passé, à Debbeh, les deux journées du 17 et du 18 avril, que le 19, je suis allé faire une visite avec une escorte à Saleh-Bey, le plus puissant chef de la tribu des Kababish, et que je n'ai assisté à aucune exécution militaire.

— Avez-vous vu que Pain soit arrivé jusqu'à Mahdi ?

— L'Intelligence Department a eu toutes les preuves imaginables de l'arrivée de Pain jusqu'à Mahdi. Hussein-Pacha, gouverneur de Berber, fait prisonnier par les troupes du Mahdi, est arrivé à Omdurman en même temps que Pain et a assisté à l'entrevue que le Prophète a accordée à Pain.

Ce dernier s'est donné au Mahdi comme l'agent de ses partisans en Europe ; il lui a offert de lui faire tenir des armes via Tripoli et de l'assister de ses conseils.

Le Mahdi l'a écouté en lui répondant : « Ces armes sont les armes du Dieu, je ne veux rien des Français ni d'aucun infidèle », et il a congédié Pain.

Il a dû ensuite donner des ordres pour diriger Pain sur El-Obeid, et ce dernier a dû mourir sur la route d'Omdurman à El-Obeid.

Ce matin, M. Selikowitch répond dans l'*Intransigeant* :

Je ne prétends pas cependant qu'il ne soit sorti que des contre-vérités de la bouche du major Kitchener. Ainsi, je trouve dans l'*Interview* publié par le *Matin* deux déclarations que je vous demande la permission de mettre en lumière, car elles me paraissent avoir une très grande importance dans ce débat.

Le ministère et la presse britanniques ont affirmé à plusieurs reprises :

1^o Que le capitaine Wilson, signataire de la proclamation qui promettrait 50 livres sterling en échange de la tête et des papiers d'Olivier Pain, n'existait pas, qu'aucun officier de ce nom n'avait commandé à Debbeh ;

2^o Que jamais Olivier Pain n'était parvenu jusqu'à Mahdi.

La première de ces deux affirmations a même été formulée par un membre du cabinet anglais devant la Chambre des Communes.

Or, sur ces deux points, voici textuellement ce que dit le major Kitchener :

« Le bruit de la présence d'Olivier Pain (dans les environs de Debbeh) nous est parvenu du nord, c'est-à-dire du côté de Dongola, où était, en effet, le capitaine Wilson. »

« L'Intelligence Department a eu toutes les preuves imaginables de l'arrivée de Pain jusqu'à Mahdi. »

Qui a menti ? M. Kitchener ou le gouvernement anglais ?

Je termine, monsieur le rédacteur en chef, cette lettre, trop longue peut-être, en maintenant de nouveau, et de la façon la plus formelle, tout ce que j'ai dit au sujet de l'assassinat de notre compatriote Olivier Pain. Le major Kitchener essaie de se laver d'un crime odieux et lâche ; il se défend comme il peut et va même jusqu'à engager sa parole d'honneur de soldat. Tant pis pour l'honneur de M. Kitchener et tant pis pour l'armée anglaise !

— Nous avons dernièrement reproduit, en le prenant dans un journal breton, l'avis officiel suivant :

« Le public est prévenu que le jeudi 20 août 1885, à trois heures de l'après-midi, il sera procédé à Cherbourg, à l'adjudication de 150,000 kilogrammes de blé, froment tendre roux d'hiver, d'Amérique, non logé. »

Et nous avons rappelé qu'à la tribune le gouvernement avait pris l'engagement de ne pas acheter de blé d'Amérique.

Cette façon de protéger l'agriculture française pourra paraître singulière aux agriculteurs et d'annuleront disposés à la révoquer en doute.

— Nous renvoyons ces incroyables au *Petit Caporal* qui, lui, a copié l'affiche sur les murs du ministère de la marine.

Notre confrère reprenant notre thèse, dit avec raison aux électeurs agricoles :

Comment ! tout le monde se plaint que nos paysans sont ruinés, qu'ils ont la plus grande peine à écouler leurs produits, qu'ils supportent difficilement la concurrence des blés américains, pour lesquels on a réclamé toute espèce de taxes et de sur-

taxes, et lorsque le gouvernement a besoin de se fournir de farines, c'est aux États-Unis qu'il s'adresse !

D'un trait de plume, tous les blés français sont mis hors de concours et seuls les blés américains sont acceptés.

Non seulement les agriculteurs français sont mis dans l'impossibilité de prendre part à cette affaire, mais encore nos négociants, pour concourir à cette adjudication, ont dû acheter des blés aux fournisseurs américains, qui d'ailleurs y auraient eux-mêmes soumissionner directement !

D'un côté, le producteur français est sacrifié au producteur étranger ; et en même temps l'intermédiaire américain est placé dans une situation plus favorable que n'importe quel négociant français !

Voulez-vous que le gouvernement de la République compte relever l'agriculture et le commerce de la France !

— M. Paul Foucher signale un fait qui serait incroyable, s'il n'avait été révélé par M. Georges Picot, membre de l'Institut, ex-directeur des grâces au ministère de la justice, bien placé par conséquent pour le savoir.

On se souvient encore de l'affaire Fenayrou, de ce pharmacien assassinant Aubert avec toutes sortes de circonstances odieuses.

Fenayrou fut condamné par le jury de Versailles aux travaux forcés à perpétuité, et l'on pouvait croire que cet individu subirait le châtiment de son crime. Il n'en a rien été. À peine arrivé à la Nouvelle-Calédonie, Fenayrou fut mis en liberté, et il exerça aujourd'hui tranquillement la profession de pharmacien à Bourail.

Par quelle influence mystérieuse cette grâce a-t-elle été accordée ? Quel a été le protecteur du couple Fenayrou, l'homme qui a demandé et obtenu que l'assassin d'Aubert ne subit pas la peine à laquelle l'avait condamnée le jury de Versailles ? M. Georges Picot, l'éminent sociologue, qui est un esprit sérieux et qui a les meilleures raisons d'être bien informé, affirme que cette influence est celle d'un opportuniste, et que l'heureux protecteur des Fenayrou est un député marquant de l'ancienne majorité.

Ainsi donc, quand le public peut croire que justice est faite d'un crime abominable, un opportuniste survient ; et, pour que ce député continue à vous soutenir de ses vœux serviles, on détruit d'un trait de plume, un juste arrêt. Jolie majorité que celle-là ; grâce à elle, on peut dire qu'il n'y a plus de justice en France !

NOUVELLES MARITIMES

Le transport l'*Artège* est arrivé hier à Brest, venant du Sénégal. Il a été admis immédiatement en libre pratique.

On attend, ces jours-ci, dans ce port, les transports le *Fidèle* et l'*Amantelle*.

Si l'épidémie cholérique prend à Toulon des proportions inquiétantes, l'escadre d'évolutions hivernera à Brest.

Tout le service des transports, qui est, on le sait, centralisé à Toulon, est rattaché aux transports le *Fidèle* et l'*Amantelle*.

La population accueille sans le moindre enthousiasme toutes ces mesures.

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 1^{er} SEPTEMBRE

La température a baissé très rapidement au Sud de la Russie ; elle monte dans l'Ouest de l'Europe.

En France, les pluies ont été générales hier dans l'Ouest, le Centre et le Nord ; elles cessent ce matin.

À Paris, la pluie a commencé à tomber vers trois heures du soir ; elle a continué pendant une partie de la nuit.

Aujourd'hui, 1^{er} septembre, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

À sept heures du matin..... + 13 ¹/₂
À onze heures du matin..... + 17 ¹/₂
À deux heures du soir..... + 19 ¹/₂
Température la plus basse de la nuit + 12 ¹/₂

Le baromètre est à 762 millimètres.

Faits divers

Arrestation de pick-pockets. — Hier, dans les différentes gares de chemins de fer, établissements, stations d'omnibus, et sur les différentes rives et places publiques, on a arrêté cinquante-neuf pick-pockets, dont vingt-neuf anglais. On a aussi arrêté, dans cette rafle, le doyen des pick-pockets, un vieillard qui porte le ruban de la Légion d'honneur et portant des lunettes d'or. Voulaient intimider les agents, il leur a dit :

« Je connais Gragnon ; vous commétez encore une erreur ; tâchez de ne plus recommencer. »

On l'a écroué au Dépôt.

Arrestation d'un garçon de recettes. — Le 20 avril dernier, M. Couturier, agent de change, de la Michodière,

